

Questions orales

les femmes politiques d'Ottawa et de Québec, à qui il a légué une grave anomalie constitutionnelle.

Les Canadiens qui croyaient à l'appel à l'unité nationale que M. Trudeau leur a jadis lancé reconnaissent désormais l'importance que revêt la ratification de l'Accord du lac Meech.

* * *

GENERAL MOTORS

M. Derek Lee (Scarborough—Rouge River): Monsieur le Président, la société General Motors du Canada a annoncé la semaine dernière qu'elle déménageait à Flint, au Michigan, son usine de production de camionnettes qui se trouve à Scarborough. Cette usine a actuellement 2 700 employés et paie des salaires annuels totalisant près de 100 millions de dollars.

Dans le marché nord-américain de l'automobile, nous nous attendons à ce qu'il y ait des transferts d'opérations de production d'un pays à l'autre. Or, personne ne doit oublier que les pertes ou les gains considérables dans le domaine de la production automobile sont des facteurs importants pour la stabilité de notre industrie.

Le ministre du Commerce extérieur doit être parfaitement au courant des faits entourant la fermeture de cette usine. Son ministère doit faire preuve de dynamisme pour s'assurer que l'on continuera d'utiliser les importantes ressources industrielles de Scarborough. Il ne peut pas abandonner la gestion de notre économie aux mains de la General Motors.

QUESTIONS ORALES

[Français]

LES FINANCES

L'hon. André Ouellet (Papineau—Saint-Michel): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le ministre a toujours dit que sa taxe serait neutre au point de vue revenu et qu'elle ne servirait pas à diminuer son déficit. Est-ce que le ministre est maintenant au courant que le Conseil économique du Canada a publié hier une étude qui prouve exactement le contraire? Tableau à l'appui, le Conseil économique du Canada affirme que les revenus supplémentaires, générés par la nouvelle taxe du ministre, seront en 1995 de 7,9 milliards et que la diminution du déficit serait d'environ 5,2 milliards de dollars. Devant cette preuve accablante, est-ce

que le ministre avouera enfin qu'il n'a pas dit toute la vérité?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je peux répéter ce que j'ai répondu à la première partie de sa question, si le député le désire. J'ai lu le rapport du Conseil économique dont certaines omissions me laissent encore perplexe. Je n'ai pas pris connaissance de toutes les annexes mais je ne vois pas encore comment le taux inférieur que propose le Conseil économique est possible sans renoncer à certains des éléments d'équité du système. Je ne sais pas au juste lesquels de ces éléments d'équité le Conseil économique recommande de laisser tomber et je ne pourrai pas en dire plus tant que je n'aurai pas lu l'analyse en entier.

[Français]

M. Ouellet: Monsieur le Président, je désire poser une question supplémentaire au ministre des Finances. Non seulement le ministre des Finances ne veut pas envisager la possibilité de diminuer le taux de sa TPS, mais il a refusé d'affirmer ou de nier que le taux de sa TPS pourrait augmenter. A deux reprises le coq a chanté: d'abord à Montréal puis hier à la Chambre des communes; à une question qui lui a été posée par un député de l'opposition, encore une fois, il a refusé de s'engager à cet égard. C'est la crédibilité du ministre qui est en jeu. Je lui donne la chance de nous dire en cette Chambre, d'une façon claire et nette, qu'il s'engage formellement à ne pas augmenter le taux de sa TPS.

M. Wilson (Etobicoke—Centre): Monsieur le Président, il n'est pas possible pour un ministre de donner un engagement de ne pas changer les taux de taxe à l'avenir. Il y a beaucoup de choses qui peuvent se développer relativement à l'économie internationale, à d'autres choses, à des problèmes, parce qu'il y a des problèmes domestiques. Donc, il n'est pas possible de donner un tel engagement. Mais j'ai dit, de temps en temps, que le meilleur engagement pour les Canadiens est d'avoir un gouvernement qui contrôle les dépenses avec *care*. . .

Des voix: Avec soin.

M. Wilson (Etobicoke—Centre): . . . avec soin. Et le record de notre gouvernement est très bon. Nous avons contrôlé nos dépenses de 3,6 p. 100 pour cinq années et c'est le meilleur record des gouvernements au Canada, et c'est un record qui est meilleur que celui du gouvernement de mon collègue, où l'augmentation des dépenses durant les cinq années avant 1984 était de 14 p. 100.